

suppléant,	(Décret du 11 juil1		
Le Juge du Tribunal de	Résidence de Police de (I)	NDA A RIGALI.	
Vu les pièces de l'ins ventivement à la		* MUSAMBI, munyarwanda	détenu pré
prévenu de * Coups qua	alifiés, rebellio	n•	****
Vu l'ordonnance en dat	e du 2 Janvier IS	959.	- 1494-44-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-
autorisant la mise en déter	ntion préventive;		
Ouï le Ministère Publi	c en ses réquisitions	1.5	
Entendu l'inculpé et :	son défenseur M		agréé par
nous (2)			
Attendu que l'intérêt	public exige le maint	ien de la détention :	
		ceptionnelles qui ont motivé le	mandat d'ar-
rêt subsistent; (3)	0,	*	
	s notre ordonnance en	date du 2 Janvier 1959.	
		ue l'inculpé sera néanmoins, su	ır sa demande,
laissé en liberté provisoir			*
	Kigali	le I6 Janvier I	959.
Faità suppléant,	sidence de RUANDA	A RIGALI.	
Le Juge du Tribunal du	popologick		
Le Greffier,	lice de	Le Juge-Suppléant,	
P. JOIRET		G.MOREAU,	
13	Ruhengeri 9325	Milau	au.

⁽¹⁾ Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

⁽²⁾ Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil.

⁽³⁾ A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

⁽⁴⁾ A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATION: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



suppléant.	(Décret du 11 juillet :		
Le Juge du Tribunal de {	Résidence de	A KIGALI.	***************************************
	Police de (1)		
	(Police de (1)	KABANO, munyarwanda dét	enu préventi-
Vu les pièces de l'ins vement à la prison	struction à charge de de Kigali		
prévenu de Coups que	alifiés, rébellion.		#
Vu l'ordonnance en da	te du 2 Janvier 1959		
autorisant la mise en déte	ntion préventive;		
Ouï le Ministère Publ:	ic en ses réquisitions ;		
Entendu l'inculpé et	son defenseur M		agrée par
nous (2)	k rue		
/			
Attendu que l'intérêt	public exige le maintien	de la détention :	
		ionnelles qui ont motivé le m	andat d'ar-
rêt subsistent; (3)	is tailed by aves of except	Tomicalob qua on movivo ac m	
Carl Control (Carl Control Con	a notre endennence en det	e du INX 16 Janvier 1979	
The state of the s			
		/inculpé sera néammoins, sur	sa demaride,
laissé en liberté provisoi	CICALI	TT PARTIE TO	59
Fait à suppléant (RA	sidence de RUANDA A K	76	
Le Juge du Tribunal du	sidence de	■ 32 3 3 4 4 4 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	
	bica:dex		
Le Greffier,		Le Juge-Sup léan	t,
P.JOIRET,		Garth Wall,	
15		1	
1/3		n 40 f	
		Will lyuno	lu-
		101,000	

⁽¹⁾ Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

⁽²⁾ Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil.

⁽³⁾ A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

⁽⁴⁾ A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATION : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

suppléant,		illet 1923 art. 37)
Le Juge du Tribunal de	Résidence de	
Vu les pièces de l'inst ventivement à la pris	ruction à charge son de Kigali.	de * MUSAMBI, munyarwanda détenu pré-
prévenu de Coups qual	ifiés, rébell:	ion.
Vu l'ordonnance en date	du 2 Janvier	1959.
autorisant la mise en détent		
Ouï le Ministère Public	en ses réquisition	ons;
Entendu l'inculpé et so	n defenseur M	agree par
nous (2)	le mie	
		*
Attendu que l'intérêt p	ublic exige le mai	ntien de la détention ;
Attendu que les circons	tances graves et	exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'ar-
rêt subsistent; (3)		
Confirmons pour un mois	notre ordonnance	en date du XXX 16 Janvier 1959.
ot vu l'article 88 du/prédit laissé en liberté provisoire	décret, ordonon	sque l'inculpé sera néammoine, sur sa démande,
Faità.	RUAND	A A KIGALI.
Le Juge du Tribunal du Rési	dence de	
Poli	ce de	
Le Greffier, P.JOIRET,		Le Juge-Suppléant, G.MOREAU,
13		M! luman

⁽¹⁾ Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

⁽²⁾ Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil.

⁽³⁾ A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

⁽⁴⁾ A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATION: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



supel font.	(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)	
<i>i</i>	Résidence de	
Le Jugé du Tribunal de	Police de (1)	······································
Vu les pièces de l'instr préventivement à la	ruction à charge de * XKNIRX SENZI prison de Kigali.	RA, munyarwanda détenu
prévenu de Cours qual	ifiés, rébellion.	
Vu l'ordonnance en date	du 2 Janvier 1959.	
autorisant la mise en détent	ion préventive ;	
Ouï le Ministère Public	en ses réquisitions ;	
Entendu l'inculpé et son	n défenseur M	agréé par
nous (2)	u	
Attendu que l'intérêt pu	ablic exige le maintien de la détention;	
Attendu que les circonst	tances graves et exceptionnelles qui ont	motivé le mandat d'ar-
rêt subsistent; (3)		
Confirmons pour un mois r	notre ordonnance en date du XXX X6 Jan	vier 1359.
et vul'article 38 du/prédit ;	décret, ordomons que l'inculpé sera néa	amoins, sur sa demande,
laissé en liberté provisoire	aux conditions précédemment imposées.	4)/
Fait à	10 13 E	Write 1796
The state of the s	dence de	
Le Juge du Tribunal du	de d	
Le Greffier.	Lo Julio	- a, cat,
3	M.	lunau-

⁽¹⁾ Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

⁽²⁾ Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil.

⁽³⁾ A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

⁽⁴⁾ A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATION: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.